

Pour développer le service public de recherche et de l'enseignement supérieur, refusons l'austérité ! Manifestations le jeudi 20 mars 2003

Pour développer l'emploi scientifique

En France, l'emploi scientifique public et privé, accuse un retard inquiétant. En particulier pour les détenteurs d'un doctorat, il manque environ 20 000 emplois pour atteindre le taux de 0,8% de la population active, taux atteint ou dépassé dans la plupart des pays développés.

L'Etat ne fait pas face à ses responsabilités. En 2003, le secteur public de recherche et l'enseignement supérieur auront perdu 1380 emplois (chercheurs, enseignants chercheurs, ITA, IATOS...) par rapport aux prévisions du précédent gouvernement.

Nous exigeons des mesures budgétaires qui rétablissent les recrutements prévus déjà jugés insuffisants.

Dramatique régression des moyens budgétaires

En fin d'année 2002, l'Etat a supprimé, 150 millions d'euros de crédits pour la recherche et les universités.

Le budget 2003 amplifie le désengagement de la recherche publique. Hors salaires, les crédits de recherche des EPST (CP) baissent de 13 % (-17 % au CNRS, -14 % à l'INRA, -10 % à l'INSERM, -8 % à l'IRD). Pour la deuxième année consécutive, les crédits pour la recherche universitaire sont en retrait d'environ 6 %. Les Universités ont les plus grandes difficultés à boucler leur budget : certaines ont refusé leur budget, d'autres ont fermé leurs locaux.

En plus, après ces mesures catastrophiques, dès le début de l'année 2003, le gouvernement a décidé de geler, et donc à terme de supprimer, 17 % des crédits de la Recherche et 25,5 % des crédits nouveaux aux Universités. Par voie de conséquence, les crédits récurrents des unités de recherche diminuent de façon drastique, moins 40 % dans certains laboratoires de physique.

Nous demandons de toute urgence qu'on rétablisse les dotations des laboratoires et un rattrapage budgétaire pour répondre aux besoins.

Pour une recherche publique au service des citoyens

Face aux menaces de démantèlement des organismes de recherche (cf. les "cancéropoles", le CNES...) et aux conséquences prévisibles de la décentralisation Raffarin, il faut se mobiliser. Le développement des connaissances nécessaires à la formation et à l'épanouissement des citoyens est une mission primordiale de service public. Celle-ci ne peut dépendre uniquement du dévouement des personnels. Il faut le renforcement des moyens alloués par l'Etat, avec une évaluation démocratique des besoins et une répartition transparente des dotations. .

Associées dans la journée de grève unitaire du 18 mars de l'Éducation Nationale,
les organisations syndicales de la recherche appellent les personnels à

**l'action, avec grèves et manifestations massives
le JEUDI 20 MARS 2003**

**pour obtenir dans un premier temps des mesures budgétaires positives
qui corrigent les orientations désastreuses de l'actuel gouvernement.**

Elles appellent les personnels à tenir des AG et à se mobiliser dès maintenant pour obtenir un budget 2004 qui donne au service de recherche publique et à l'enseignement supérieur les moyens et les postes statutaires nécessaires à son développement.

Les organisations syndicales : SGEN-CFDT (CNRS-INSERM-IRD-INRA), CGT-INRA, SNTRS-CGT (CNRS-INSERM-INRIA-IRD), SNCS-FSU, SNESup-FSU, SNPCEN-FSU

UN PREAVIS DE GREVE EST DEPOSE

Villejuif, le 28 février 2003